COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 19 mai 2006
(convocation du 5 mai 2006)**

Aujourd'hui Vendredi Dix-Neuf Mai Deux Mil Six à 17 Heures 00 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. MARTIN Hugues, M. HOUEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANNEL Jean-Didier, M. BAUDRY Claude, M. BELLOC Alain, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, Mme DELAUNAY Michèle, M. DOUGADOS Daniel, M. DUPRAT Christophe, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, M. QUERON Robert, Mme RAFFARD Florence, M. REBIERE André, M. REDON Michel, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SIMON Patrick, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BRANA Pierre à Mlle COUTANCEAU Emilie (jusqu'à 18h)
M. CAZABONNE Didier à CAZABONNE Alain (jusqu'à 18h)
M. DAVID Alain à M. COUTURIER Jean-Louis
M. DUCASSOU Dominique à M. DUPRAT Christophe
M. FELTESSE Vincent à M. ROUSSET Alain
M. FLORIAN Nicolas à Mme CAZALET Anne-Marie
M. GELLE Thierry à M. CASTEX Régis
M. LABARDIN Michel à Mme FAYET Véronique
M. MERCIER Michel à M. DOUGADOS Daniel
M. PUJOL Patrick à M. DUCHENE Michel
M. SEUROT Bernard à M. REBIERE André
M. SOUBIRAN Claude à M. SIMON Patrick
M. TOUZEAU Jean à Mme CARTRON Françoise
M. BANAYAN Alexis à Mme BRUNET Françoise
M. BELIN Bernard à M. HOURCQ Robert
M. BENOIT Jean-Jacques à M. JOUVE Serge
Mme BRACQ Mireille à M. CASTEL Lucien
M. BREILLAT Jacques à M. BELLOC Alain
M. CANIVENC René à Mme DESSERTINE Laurence
M. CARTI Michel à M. HERITIE Michel
M. CORDOBA Aimé à M. SARRAT Didier
M. DAVID Jean-Louis à Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude
Mme DE FRANCOIS Béatrice à M. ANZIANI Alain
M. DELAUX Stéphan à M. BRON Jean-Charles

Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia à M. CAZENAVE Charles
Mme DUMONT Dominique à M. MOULINIER Maxime
M. DUTIL Silvére à M. JAULT Daniel
Mme FAORO Michèle à M. PIERRE Maurice
M. FAYET Guy à Mme CASTANET Anne
M. FERILLOT Michel à Mme DELAUNAY Michèle
M. GOURGUES Jean-Pierre à M. BAUDRY Claude
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. HOUEBERT Henri (jusqu'à 18h)
M. JUNCA Bernard à M. MANSENCAL Alain
M. LOTHAIRE Pierre à M. MERCHERZ Jean
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MANGON Jacques à M. MILLET Thierry
M. MONCASSIN Alain à M. FREYGEFOND Ludovic
Mme MOULIN-BOUDARD Martine à M. NEUVILLE Michel
Mme PARCELIER Muriel à M. CANOVAS Bruno
M. POIGNONEC Michel à Mme VIGNE Elisabeth
M. PONS Henri à Mme PALVADEAU Chrystèle
Mme PUJO Colette à Mme DARCHE Michelle
M. QUANCARD Joël à Mme RAFFARD Florence
M. RESPAUD Jacques à M. GRANET Michel (jusqu'à 18h)
M. SEGUREL Jean-Pierre à M. GUICHOUX Jacques
M. TAVART Jean-Michel à Mme LIMOUZIN Michèle
Mme TOUTON Elisabeth à M. QUERON Robert

LA SEANCE EST OUVERTE

Programme Local de l'Habitat - Convention d'objectifs CUB/ADIL 33
 - **Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux pour 2006**
 - **Décision - Autorisation**

Madame FAYET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Instituée en 1976, l'ADIL est une association « loi 1901 » qui a pour mission de délivrer un conseil et une information personnalisés au grand public sur les questions de logement et d'habitat.

L'ADIL est désormais en gironde un service para-public remplissant une double mission d'information du public, et des acteurs des politiques locales de l'habitat dans le département, notamment par la production de données quantitatives et qualitatives sur les besoins en logement et par son analyse du marché local.

A cette mission générale, que la Communauté Urbaine soutient au titre de ses communes-membres depuis 1976, s'ajoute l'activité spécifique des Points Relais Logement (PRL) au nombre de cinq sur le territoire depuis fin 2003, qui assurent aujourd'hui deux missions :

- assurer, faciliter autant que possible une interface entre l'offre et la demande sociale, notamment par un service de médiation locative,
- à partir des demandes en logement très social, de la recherche et du suivi des offres disponibles, constituer un observatoire territorialisé de la demande très sociale.

La Communauté Urbaine de Bordeaux souhaite aujourd'hui inscrire sa contribution à l'ADIL dans le cadre de la présente convention d'objectifs.

La contribution de l'ADIL à la mise en oeuvre du PLH :

De par ses missions de conseil et d'observation, l'ADIL contribue à la connaissance et à la qualification de la demande en logement sur le territoire de la Communauté Urbaine et constitue un espace de relais des objectifs du PLH auprès des propriétaires privés et des locataires.

Vu la convention d'application du PLH et dans le cadre des travaux de révision du PLH, la contribution de l'ADIL porte plus précisément sur les axes suivants :

- dans le cadre de son activité de conseil aux opérateurs et aux particuliers, et tout particulièrement aux primo- accédants, l'ADIL a développé une très bonne connaissance du marché local de l'habitat.

Cette expertise est valorisée dans le cadre de son rapport d'activités annuel et plus précisément par la production d'une étude sur les motifs et conditions de l'accession en Gironde.

Il est précisé que cette activité de consultation permet, par ailleurs, une sensibilisation des accédants sur le coût réel d'une accession ainsi que sur les choix d'implantation, la durée et les conditions de l'opération contribuant ainsi à sécuriser leurs démarches.

Ces données seront étudiées dans le cadre de l'observatoire PLH pour permettre d'ajuster l'intervention publique au regard des tendances du marché.

- avec la mise en place, dans le cadre du plan départemental pour le logement des personnes démunies, de correspondants territoriaux logement, PRL (points relais logement), l'ADIL assure deux missions qui ont vocation à être valorisées dans le cadre du futur PLH :

- **la mise en oeuvre du dispositif LOGIA33** dont l'objectif est de permettre le maintien dans leur logement ou l'accès à un logement autonome pour des personnes démunies grâce à une accession à la propriété sécurisée.

Ce dispositif, particulièrement développé hors CUB, est également utilisé sur le territoire communautaire pour des situations très spécifiques (rachat de biens en pleine propriété pour des personnes âgées, acquisition de leur logement par des locataires dans le cadre de projet de renouvellement urbain...).

Ce dispositif permet un accompagnement du ménage accédant et l'octroi d'un prêt complémentaire à taux bonifié par le Crédit Immobilier de Gironde complétant l'apport en fonds propre minimal exigé par le système bancaire.

- **en matière de lutte contre l'habitat indigne**, les PRL gèrent, en lien avec les services sociaux, un fichier d'identification du "mal logement" couvrant des situations allant de l'insalubrité avérée à des hypothèses de logement indigent.

Ce travail de repérage fin est particulièrement précieux dans le cadre de la mise en oeuvre en amont d'une politique de résorption de l'habitat indigne.

Il est convenu que l'ADIL transmettra à la CUB un état détaillé de ce repérage de l'habitat indigne et contribuera à la réflexion engagée sur ce champ en 2006 par la CUB et conduit par l'agence d'urbanisme.

- **en matière de développement d'une offre locative privée à loyers modérés**, l'ADIL, dans le cadre de la plateforme habitat solidaire, informe et sensibilise les propriétaires sur les nouvelles mesures fiscales en faveur de l'investissement locatif conventionné et sur l'offre de services associés (sous location à des associations agréées, garanties contre les impayés, accompagnement au montage d'une opération lourde de réhabilitation ...).

Elle assure via les PRL un travail de suivi du parc privé conventionné en PST (conventionné très social) et sensibilise aux avantages et modalités de maintien du conventionnement dans le temps.

Il est convenu qu'elle transmettra, chaque année, à la Communauté un état détaillé du parc conventionné en PST sur le territoire de la CUB.

Le budget de fonctionnement de l'ADIL pour 2006 et la participation de la Communauté Urbaine :

Le Budget prévisionnel 2006 de l'ADIL :

Dépenses		Recettes	
Charges de personnel	1 088 000,00	Subventions de fonctionnement	
Achat et charges externes	222 000,00	CG 33	453 000,00
Impôts et taxes	80 000,00	UESL	328 196,00
Dotations	112 500,00	ETAT	111 804,00
		CUB	110 000,00
		PDALPD	82 553,00
		Subvention Emplois jeunes	135 000,00
		Subvention CEC	25 000,00
		Autres (HLM, CAF, CIG...)	254 834,00
		Report résultat 2005*	2 113,00
Total	1 502 500,00	Total	1 502 500,00

* L'association dégage sur l'exercice 2005 un résultat d'exploitation positif pour un montant de 40 067€. Une partie de cette somme est reprise au titre de l'exercice 2006.

La participation de la Communauté Urbaine pour 2006 s'élève à 110 000,00 euros, soit 7.32% des recettes prévues.

Aussi, si tel est votre avis, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

DECIDER

- du versement en 2006 d'une subvention de 110 000,00 euros à l'association ADIL au titre de son fonctionnement courant
- de l'inscription de la dépense correspondante au compte 6574 - 65 - 72- D630 du budget de l'exercice en cours

AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée
Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 19 mai 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

M. VÉRONIQUE FAYET

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
7 JUIN 2006**